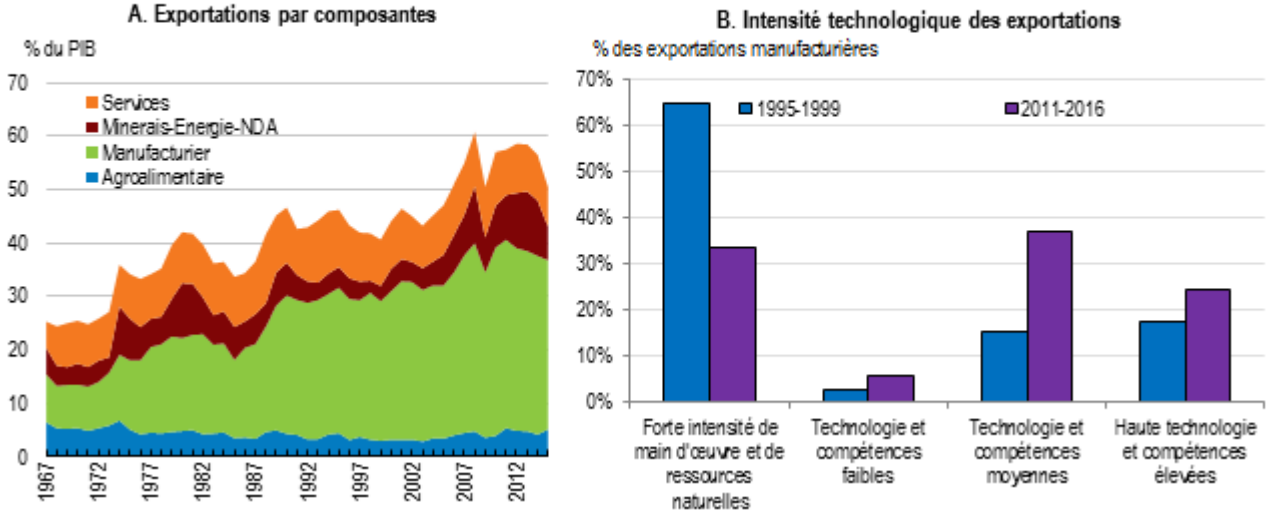
Insertion de la Tunisie dans les chaines de valeur mondiales et rôle des entreprises offshore

Category: Posts in French,trade,Tunisia,Uncategorized
written by oecdecoscope | June 29, 2018
Isabelle Joumard, responsable du bureau Tunisie, Département d'Économie de l'OCDE

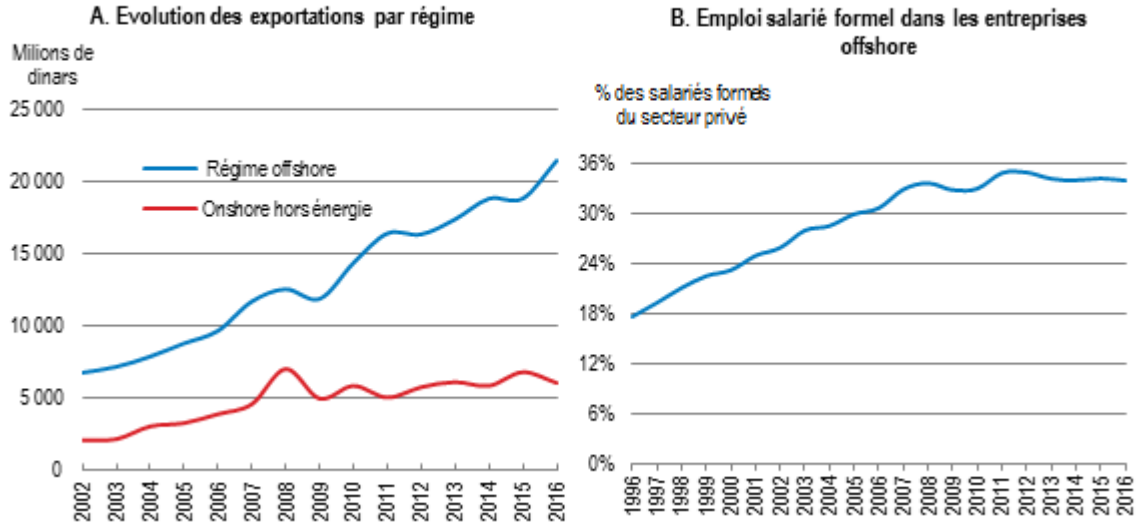
L'ouverture de la Tunisie aux échanges internationaux a fortement progressé depuis le milieu des années 90, témoignant des avantages comparatifs du pays. Les exportations ont sensiblement augmenté, tirées par le secteur manufacturier, avec une transformation en faveur de secteurs plus intensifs en technologie et en compétences. De plus, l'analyse des échanges commerciaux sur la base de la valeur ajoutée remet en cause la perception selon laquelle les activités à faible teneur en valeur ajoutée dominent. Cette analyse montre aussi que le degré d'intégration de la Tunisie dans les chaines de valeur mondiales est similaire à celui de pays de l'OCDE, le Portugal notamment, et supérieur à celui de nombreux pays émergents. La montée en gamme et la diversification des exportations augurent de plus d'un potentiel de croissance de l'économie tunisienne élevé.

Figure 1. Les exportations manufacturières ont fortement progressé



Cette bonne performance à l'exportation est pour l'essentiel le fait d'entreprises entièrement exportatrices (dites offshores). Le secteur offshore dégage un excédent commercial croissant. La contribution des entreprises du secteur à la création d'emplois formels a aussi augmenté – en 2016, les entreprises du secteur offshore contribuaient à hauteur de 34% des emplois formel du secteur privé – alors que le travail informel reste un problème majeur (environ 50% des jeunes). Néanmoins, ces entreprises sont pour l'essentiel localisées proches des ports, contribuant à la concentration géographique de l'activité économique. En outre, l'effet d'entrainement sur le reste de l'économie est faible : les entreprises offshore s'approvisionnent peu sur le marché local et servent rarement la demande locale. La complexité des procédures douanières, fiscales et administratives est perçue par les entreprises comme une barrière aux échanges avec les entreprises du régime onshore. De leur côté, les entreprises du secteur onshore sont pénalisées par des difficultés lors du passage en douane de leurs produits et des services logistiques peu performants.

Figure 2. Les exportations et créations d'emploi ont été tirées par les entreprises du secteur offshore



La levée des contraintes à l'exportation rencontrées par les entreprises du secteur onshore et le décloisonnement entre régimes offshore et onshore permettraient à la Tunisie de se hisser dans les chaines de valeur mondiales et d'en tirer plus d'avantages, notamment en termes de progrès technologique, de création d'emplois et de richesse.

Références :

Joumard I., S. Dhaoui et H. Morgavi (2018), « Insertion de la Tunisie dans les chaines de valeur mondiales et rôle des entreprises offshore », Document de travail du Département d'Économie N°1478.

OCDE (2018), *Étude économique de l'OCDE sur la Tunisie.*

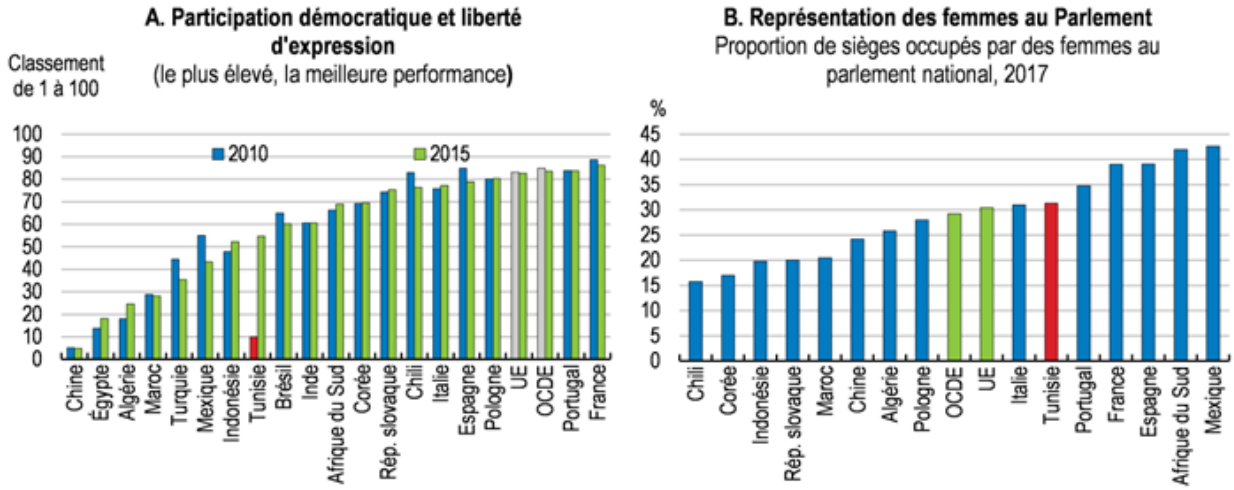
Tunisie: relancer le processus de convergence économique et le mettre au service de tous les tunisiens

Category: Posts in French,Tunisia,Uncategorized
written by oecdecoscope | June 29, 2018
Par Isabelle Joumard et Christine de La Maisonneuve, Bureau Tunisie, Département des affaires économiques

La Tunisie s'est engagée dans un processus de démocratisation qu'il faut soutenir par des réformes économiques pour assurer une amélioration du niveau de vie de tous les tunisiens.

La capacité des citoyens à participer à la vie politique a fortement progressé et la représentation des femmes au parlement est plus élevée que dans la majorité des pays de l'OCDE et des pays émergents (graphique 1).

Figure 1. Transition politique : des progrès considérables pour la démocratie



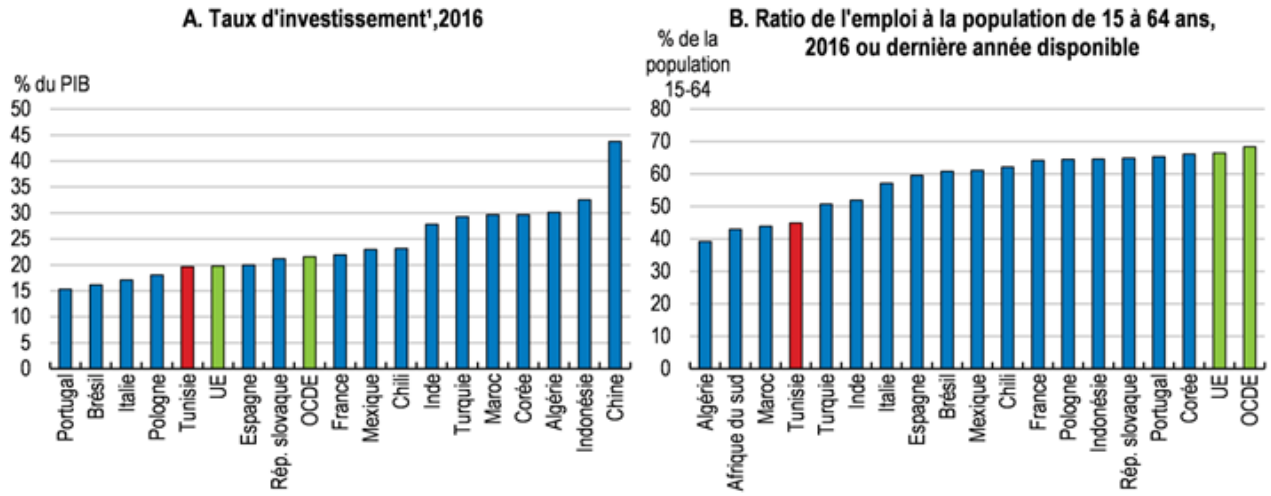
Source : Banque mondiale, Indicateurs mondiaux de la gouvernance ; et Banque mondiale, Indicateurs de développement mondial (WDI).

La croissance économique tarde néanmoins à redémarrer. Des

facteurs spécifiques et temporaires ont pesé, notamment la faible croissance des marchés traditionnels d'exportation, des tensions sociales, la détérioration de la sécurité dans la région et la crise libyenne. La hausse du nombre de fonctionnaires et des salaires publics a soutenu temporairement la demande mais s'est traduite par une dérive des comptes publics, des équilibres externes et une montée de l'inflation. Pour relancer l'activité, la création d'emplois de qualité et la réduction des inégalités, il faut maintenant donner la priorité à la mise en œuvre des réformes structurelles.

La Tunisie jouît d'atouts indéniables, notamment des infrastructures de base bien développées par rapport aux pays de la région, une main d'œuvre relativement bien formée et une localisation géographique stratégique entre l'Europe et l'Afrique. La participation de la Tunisie dans les chaines de valeur mondiales et le dynamisme des entreprises orientées vers les marchés d'exportation en témoignent. Pourtant, ces atouts ne sont pas entièrement exploités. L'investissement reste faible et la création d'emplois est en panne (Figure 2).

Figure 2. Stimuler l'investissement et créer des emplois de qualité



1. Formation brute de capital fixe.
Source : INS ; ILOSTAT. ; Base de données des perspectives économiques de l'OCDE n° 102 ; FMI, base de données des Perspectives de l'économie mondiale ; et Eurostat.

Pour relancer l'investissement, la Tunisie doit lever les obstacles réglementaires, douaniers et logistiques qui affectent particulièrement les entreprises tournées vers le marché national. La mise en œuvre de la nouvelle loi sur l'investissement est un pas dans la bonne direction mais devra être complétée par une accélération des réformes structurelles, notamment une simplification drastique du régime des autorisations, permis et licences ainsi que des procédures administratives et douanières lors du passage des biens à la frontière.

Le chômage est important, particulièrement pour les jeunes diplômés de l'enseignement supérieur ; le taux d'emploi des femmes est faible et l'emploi informel est répandu. Une croissance plus forte ne sera pas suffisante pour créer des emplois de qualité pour tous les jeunes et autres tunisiens actuellement au chômage. Pour y parvenir, les autorités devront améliorer la qualité de l'éducation, réduire le coût du travail et moderniser les réglementations du travail.

Pour réduire les disparités de niveau de vie entre les régions côtières et les régions de l'intérieur, il faut repenser la politique de développement régional, en valorisant les atouts spécifiques de chaque région autour du développement de pôles urbains. Le projet d'accroissement de l'autonomie et des compétences des collectivités locales représente une opportunité pour réaliser cet objectif.

References:

OCDE (2018), *Études économiques de l'OCDE : Tunisie 2018 :* Éditions OCDE, Paris.
http://dx.doi.org/10.1787/eco_surveys-tun-2018-fr